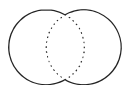


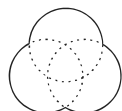
## Généralités



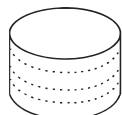
## Transparence:

72 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)

Participation du  
Public:

18 /100

Contrôle  
Budgétaire:

85 /100

## À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

**L'Enquête sur le budget ouvert (EBO)** est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 8e édition de l'EBO couvre 120 pays.

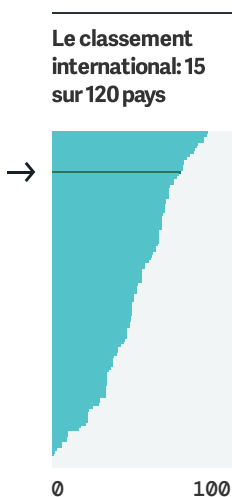
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, les rapports mondiaux et régionaux 2021, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

# Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

La France a un score de transparence de **72** (sur 100).

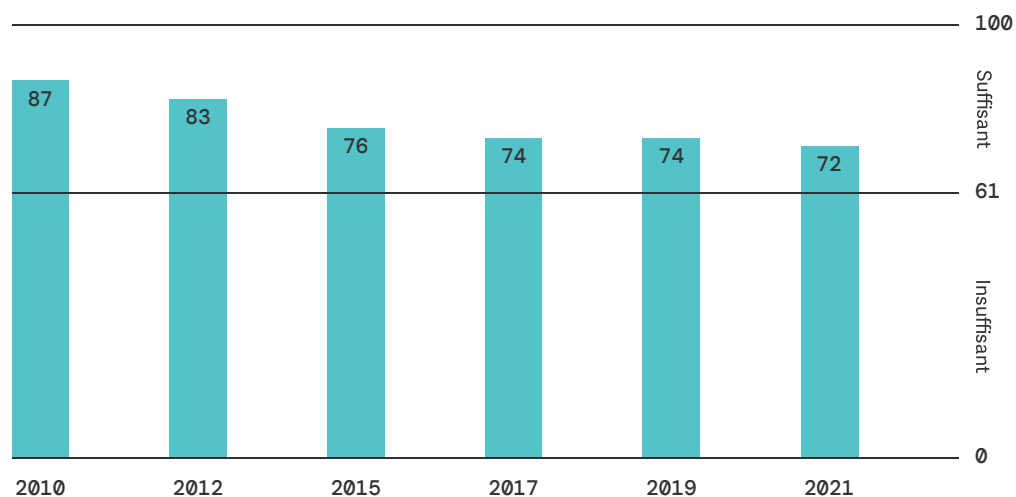
## France: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Moyenne OCDE	66
Suède	85
Norvège	81
Italie	75
Royaume-Uni	74
Allemagne	73
France	72
Etats-Unis	68
Portugal	60
Espagne	54
Canada	31

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

## France: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



## France: Disponibilité publique des documents budgétaires

KEY	
<span style="color: green;">●</span>	Accessible au public
<span style="color: yellow;">●</span>	Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
<span style="color: red;">⊘</span>	Non produit

Document	2010	2012	2015	2017	2019	2021
Rapport préalable au budget	●	●	●	●	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	●	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	●	●	●	●	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	●	●	●	●	●	●
Rapport d'audit	●	●	●	●	●	●

# France: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY	
● 61-100 / 100	
● 41-60 / 100	
● 1-40 / 100	

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2021	44
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2021	80
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2021	89
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2020	50
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2020	74
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2020	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2019	91
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2019	86

Le score de transparence de la France de 72 dans l'EBO 2021 est proche par rapport à son score de 2019.

## Recommandations

La France devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

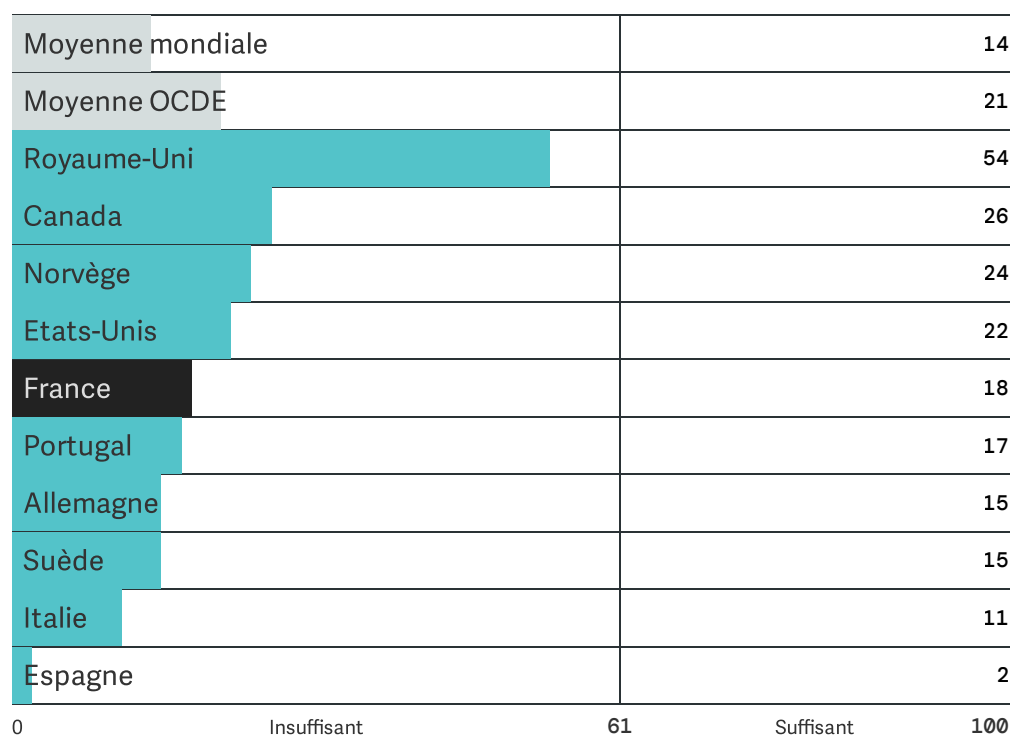
- Produire et publier la Revue de milieu d'année en ligne en temps utile.
- Améliorer l'exhaustivité du Rapport préalable au budget en fournissant des informations supplémentaires sur les prévisions macroéconomiques sur lesquelles les projections budgétaires sont basées et en fournissant des estimations des dépenses totales pour au moins deux exercices au-delà de l'exercice budgétaire en cours.
- Améliorer l'exhaustivité du Budget des citoyens en incluant davantage d'informations sur les principales initiatives politiques et les prévisions macroéconomiques sur lesquelles le budget est basé, ainsi que les coordonnées de contact pour le suivi par les citoyens.

# Participation du public

L'EBO évalue les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire ([Principles of Public Participation in Fiscal Policy](#)) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

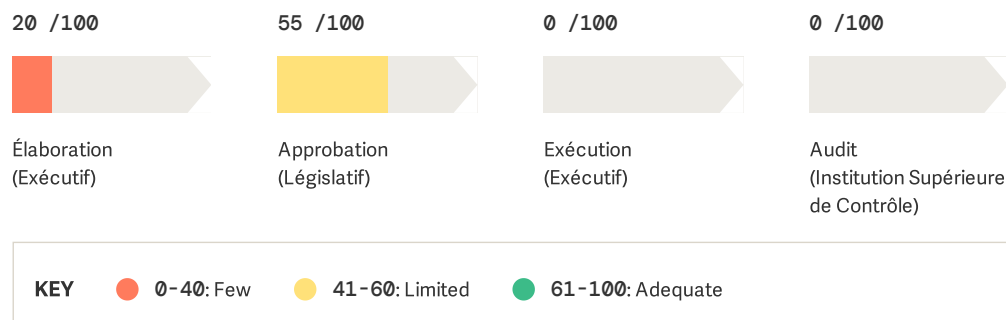
La note de la France pour la participation du public est de **18** (sur 100).

## France: La participation du public par rapport aux autres



Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public à travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#).

# Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



## Recommandations

Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance de la France a mis en place consultations politiques lors de l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, il devrait également donner la priorité aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire.
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Parlement de la France a mis en place audiences publiques pour l'approbation du budget annuel, mais devrait également accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre à tout membre du public ou à toute organisation de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Cour des Comptes de la France devrait donner la priorité aux actions suivantes en vue d'améliorer la participation du public au processus budgétaire :

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

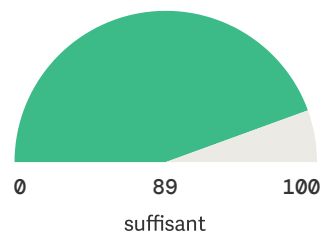


# Contrôle budgétaire

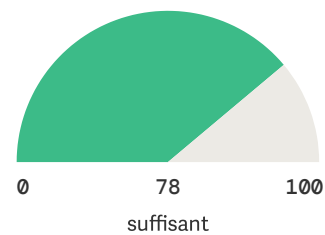
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques de la France assurent ensemble un contrôle suffisant au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **85** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

## Contrôle parlementaire



## Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

## Recommandations

Le Parlement de la France assure un contrôle suffisant pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle suffisant pendant la phase d'exécution. Pour améliorer encore le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Une commission parlementaire devrait examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier en ligne des rapports contenant ses conclusions.

Afin de renforcer l'indépendance et d'améliorer le contrôle des audits par la Cour des Comptes française, les actions suivantes sont recommandées :

- Exiger une approbation parlementaire ou judiciaire pour nommer le chef de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques.

### **La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes**

L'institution budgétaire indépendante (IBI) de la France est le Haut Conseil des Finances Publiques. Son indépendance est inscrite dans la loi et elle rend compte au corps législatif. Elle publie une évaluation des prévisions macroéconomiques et budgétaires officielles produites par l'Exécutif.

*Les indicateurs sur les IBIs ne sont pas notés dans le cadre de l'Enquête sur le Budget Ouvert.*

# Méthodologie

---

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2020 ont été évalués dans l'EBO 2021.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant en matière de budget. Pour toute demande de renseignements, veuillez contacter l'International Budget Partnership : [info@internationalbudget.org](mailto:info@internationalbudget.org)
- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme.